



DEPARTEMENT DES PYRENEES-ATLANTIQUES  
COMMUNE DE OSSE-EN-ASPE

Arrêté n°1 du 21 janvier 2026

Objet : **Arrêté de Police de la circulation**

Réglementant la circulation sur toute la commune au bénéfice de l'entreprise ERT TECHNOLOGIES

Le Maire,

**Vu** la demande formulée en date du 16 janvier 2026 par Helder SOARES représentant l'entreprise ERT-TECHNOLOGIES, sollicitant l'autorisation de mettre en œuvre des mesures de circulation appropriées dans le cadre de travaux d'implantation de poteaux télécoms aux adresses suivantes : 3120 chemin de Proudouqui et 147 chemin d'Ipère,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12

**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8 partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**Considérant** que la réalisation des travaux décrits ci-dessus nécessite la mise en place de dispositifs particuliers de circulation et de stationnement pour assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur ces voies,

**ARRETE**

**Article 1 :** à compter du 26 janvier 2026 durant 30 jours calendaires, l'entreprise ERT-TECHNOLOGIES est autorisée à prendre les mesures de restriction de circulation nécessaires aux lieux dits sus-désignés, la circulation sera alternée manuellement, les deux sens de circulation seront concernés. La vitesse sera limitée à 50 km/heure, le stationnement et les dépassements seront interdits à tous les véhicules.

**Article 2 :** Des moyens de signalisation appropriés seront mis en place pour permettre l'exécution du présent arrêté par et sous la responsabilité de l'entreprise visée à l'article 1. La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux par l'entreprise.

**Article 3 :** L'entreprise intervenant sera entièrement responsable de tous les accidents qui pourraient survenir en conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier. Leur responsabilité sera substituée à celle de l'administration dans le cas où cette dernière serait recherchée.

**Article 4 :** les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur. L'arrêté pourra être immédiatement suspendu en cas de manquement de l'entreprise visée à l'article 1.

**Article 5 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié dans les conditions réglementaires habituelles et une ampliation sera adressée à

- Monsieur le chef du centre de secours,
- Monsieur le commandant de la gendarmerie,
- L'entreprise ERT-TECHNOLOGIES.

le 21 janvier 2026,

